



Circulaire **aux administrations communales,** **aux syndicats de communes,**

Objet : Réouverture des écoles fondamentales et des structures d'accueil – Circulaire aux administrations communales concernant la mise en place du système de l'enseignement en alternance

Madame la Bourgmestre, Monsieur le Bourgmestre,
Madame la Présidente, Monsieur le Président,

Dans le cadre des étapes prévues pour le déconfinement, le gouvernement a décidé la reprise des activités dans les écoles fondamentales et les structures d'accueil au 25 mai 2020.

Il est important de permettre aux élèves de terminer cette année scolaire inhabituelle, qu'ils puissent continuer leurs apprentissages et avancer dans leur parcours scolaire. Maintenir la fermeture des écoles au-delà de cette date comporte des risques et aurait des effets négatifs sur le parcours scolaire d'un certain nombre d'élèves. Cela signifierait surtout pour les plus jeunes, d'être privés de leurs contacts sociaux, de leurs repères, de leurs opportunités d'apprendre les langues de l'école, d'être empêchés d'acquérir les bases de tous leurs apprentissages futurs.

Il va de soi que la protection maximale de la santé de tous, élèves et membres du personnel enseignant et éducatif est une priorité absolue.

Pour cette raison, les élèves ne retrouveront pas tout à fait la même école ou la même structure d'accueil que celles qu'ils ont connues avant la fermeture le 13 mars. Tous les établissements seront aménagés de sorte à pouvoir tenir compte des mesures sanitaires et des gestes barrière, les horaires scolaires seront modifiés et les élèves seront divisés en plus petits groupes.

Afin d'assurer le bon déroulement de la reprise des activités, les autorités étatiques et communales, en collaboration étroite avec tous les acteurs du système éducatif, travaillent ensemble à la mise en place du système d'alternance.

Le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et le Syndicat intercommunal des villes et des communes luxembourgeoises (SYVICOL) ont collaboré étroitement afin que toutes les conditions qui permettront aux écoles et aux structures d'accueil de reprendre leurs activités et d'accueillir sereinement les élèves, soient réunies et ce malgré les exigences sanitaires très strictes.

Les modalités organisationnelles et pratiques du système en alternance ainsi que du dispositif des mesures barrière à mettre en place sont décrites dans la présente circulaire.

Cours à l'école, études surveillées et offre d'accueil

Les cours de l'enseignement fondamental et l'accueil reprendront selon un système en alternance qui permettra de réduire de 50% les effectifs d'enfants simultanément présents respectivement à l'école et dans la structure d'accueil.

Ce système en alternance se fondera sur trois piliers :

- **les cours à l'école, obligatoires ;**
- **les études surveillées, facultatives ;**
- **un accueil facultatif les après-midis.**

Concrètement, les élèves de chaque classe seront divisés en deux groupes (groupe A et groupe B) selon les besoins en prise en charge en dehors des cours à l'école exprimés par les parents d'élèves lors d'un sondage réalisé par le MENJE. Le nombre maximal d'enfants par groupe sera de 10 enfants.

Pour les élèves des cycles 3 et 4 le nombre maximal d'élèves par groupe peut être porté à 12 sous condition que la distanciation spatiale de 2 mètres soit respectée. Ce même groupe ne peut pas dépasser le nombre de 10 enfants en dehors des cours d'école, ce qui constitue une deuxième condition pour cette démarche.

Également pour les cycles 3 et 4, un regroupement de deux groupes en un groupe stable, est possible lors des études surveillées et de l'accueil sans toutefois dépasser le nombre de 10.

Chaque groupe suivra pendant une semaine les cours à l'école. La semaine suivante, les élèves de ce groupe pourront bénéficier d'études surveillées facultatives dans une structure d'accueil ou travailleront à domicile pour répéter et consolider les contenus appris à l'école.

Les après-midis, un accueil, également facultatif, sera organisé à l'école (pour le groupe A) et dans la structure d'accueil (pour le groupe B).

	Groupe A (école)	Groupe B (études surveillées)
8h00 – 13h00	cours à l'école (obligatoires)	études surveillées dans la structure d'accueil (facultatives et gratuites)
13h00 – 18h00	accueil à l'école (facultatif et gratuit)	accueil dans la structure d'accueil (facultatif et gratuit)

Les deux groupes A et B ne se croiseront ni à l'école, ni dans la structure d'accueil, ni dans le transport scolaire.

La semaine du 25 mai 2020, donc celle qui précède le congé de la Pentecôte, sera partagée en deux. Les enfants du groupe A seront à l'école les 25 et 26 mai ; ceux du groupe B les 27, 28 et 29 mai. Après les congés scolaires de la Pentecôte, les élèves du groupe A suivent de nouveau les cours obligatoires à l'école et les élèves du groupe B les études surveillées facultatives. Ainsi, les enfants de chaque groupe profiteront des cours à l'école pendant 16 jours de classe avant la fin de l'année scolaire.

Le groupe A (« école »)

Matin :

Le matin, le groupe A suivra les cours à l'école. L'horaire scolaire comprendra 5 leçons par jour et s'étendra en principe de 8h00 à 13h00 ; il pourra varier légèrement avec l'accord des autorités communales, notamment en fonction de l'organisation du transport scolaire.

Après-midi :

À la fin des cours, les élèves du groupe A pourront rentrer soit chez eux, soit bénéficier d'un accueil organisé à l'école. Celui-ci sera assuré par le personnel éducatif de la structure d'accueil.

Le groupe B (« études surveillées »)

Matin :

Les élèves du groupe B consolideront les contenus qu'ils ont appris à l'école selon un plan de travail qui leur aura été donné par l'enseignant. Ces travaux de répétition pourront se faire soit à la maison, soit lors d'études surveillées facultatives dans la structure d'accueil. Celles-ci seront assurées de 8.00 à 13.00 heures dans la structure d'accueil, par du personnel de l'Éducation nationale et soutenues, le cas échéant, par le personnel de la structure d'accueil. Les frais liés à ce soutien temporaire sont entièrement pris en charge par l'Etat. À cet effet, le gestionnaire de la structure d'accueil pourra augmenter le volume des contrats de travail respectifs du personnel déjà en place et disposé à voir sa tâche augmentée.

Après-midi :

À la fin des études surveillées, les élèves du groupe B pourront soit rentrer chez eux, soit bénéficier d'un accueil facultatif organisé dans la structure d'accueil. Celui-ci sera assuré par le personnel éducatif de la structure d'accueil.

Organisation de l'accueil (groupes A et B, de 13h00 - 18h00)

De 13h00 à 18h00 heures, un accueil facultatif et gratuit sera offert à tous les enfants, soit à l'école (pour les élèves du groupe A), soit dans la structure d'accueil (pour les élèves du groupe B).

Le ministère invite les gestionnaires à augmenter le volume des contrats de travail respectifs du personnel déjà en place et disposé à voir sa tâche augmentée. Pour renforcer le personnel engagé au niveau local, un « pool national structure d'accueil » a été créé au sein du MENJE qui comprendra des personnes pouvant se prévaloir d'une expérience dans l'encadrement socio-éducatif.

Élèves du cycle 1

La fréquentation de l'éducation précoce sera facultative jusqu'à la fin de l'année scolaire.

Les modalités organisationnelles décrites dans la présente circulaire s'appliquent également au cycle 1. En ce qui concerne les mesures barrière, des recommandations spécifiques adaptées à l'âge des jeunes enfants ont été adressées au personnel du cycle 1 et des structures d'accueil.

Services d'éducation d'accueil agréés pour jeunes enfants

Les modalités organisationnelles pour les services d'éducation d'accueil agréés pour jeunes enfants sont communiquées dans un document spécifique aux gestionnaires concernés.

Un plan de prise en charge dans chaque commune

Les parents étaient invités à remplir un formulaire en ligne pour indiquer les besoins d'accueil de leurs enfants. Sur la base des besoins ainsi recensés, un plan de prise en charge en alternance des groupes A et B sera proposé, dans chaque commune, par le président du comité d'école et le chargé de direction de la structure d'accueil, sous l'égide du directeur de région, de l'agent régional et de l'autorité communale. Ce plan sera arrêté par le collège échevinal et soumis au ministre de l'Éducation nationale pour approbation.

Foyers de jour privés

Du 25 mai jusqu'au 15 juillet 2020, les foyers de jour privés n'accueillent plus les enfants qui ont été inscrits pour un accueil au début de l'année. Par contre ils fonctionnent jusqu'au 15 juillet comme une extension de la maison relais. Les foyers de jour privés sont donc une ressource supplémentaire dans le cadre du plan de prise en charge en alternance et sont à démarcher dans ce sens par les maisons relais, respectivement les services communaux.

Les agents régionaux « Enfance & Jeunesse » du Service national de la jeunesse peuvent fournir aux maisons relais, respectivement aux communes la liste des foyers de jour privés sur place, ainsi que les capacités d'accueil.

Pool « Personnel encadrant supplémentaire »

Le ministère a lancé un appel à candidature pour personnel encadrant supplémentaire pour les écoles et les maisons relais. Sont constitués un « Pool EF » et un « Pool SEA ».

Les besoins des écoles sont signalés par le Président d'école au Directeur de région qui transmet la demande au ministère. Le ministère puise dans le « Pool EF » pour attribuer des ressources supplémentaires aux écoles. Le ministère s'occupe également des contrats afférents.

Les besoins des maisons relais/SEA sont signalés aux agents régionaux qui transmettent la demande à la cellule « Pool SEA » au sein du SNJ. La cellule « Pool SEA » envoie les coordonnées des candidats au SEA. Le cas échéant, le SEA signe un contrat avec le candidat et donne un retour à la cellule « Pool SEA », qui retire le candidat de la liste des personnes disponibles.

Transport scolaire

Dans chaque commune qui propose normalement un transport scolaire, celui-ci sera organisé à l'intention des élèves qui fréquentent le cours à l'école (groupe A). Il sera adapté au nouvel horaire des cours (aller avant le début des cours à 8h00 et retour après la fin des cours à 13h00). Dans la mesure du possible, un adulte accompagnera les enfants dans le bus pour veiller au respect des gestes barrière.

Il est de la compétence des administrations communales d'organiser un transport supplémentaire visant les élèves du groupe B se rendant dans la structure d'accueil pour participer aux études surveillées. Ce transport devra toutefois être adapté au nouvel horaire des études surveillées et organisé de manière à ne pas mélanger les élèves des groupes A et B. Les enfants qui bénéficieront d'un accueil l'après-midi rentreront avec leurs parents en cours ou en fin d'après-midi.

Le ministère prendra en charge exceptionnellement la totalité des frais liés à l'organisation de ce transport supplémentaire. Les modalités de remboursement de cette prise en charge financière seront communiquées ultérieurement.

Encadrement des élèves à besoins spécifiques

Les élèves à besoins spécifiques intégrés dans l'enseignement régulier et pris en charge par l'équipe de soutien pour élèves à besoins spécifiques (ESEB) ou par un centre de compétences bénéficieront dans la mesure du possible de cette prise en charge, qu'ils fréquentent l'école ou la structure d'accueil.

Pour les élèves à besoins spécifiques scolarisés dans un centre de compétences en psychopédagogie spécialisée, une solution d'encadrement sera élaborée en fonction des besoins individuels de chaque enfant concerné.

Accueil pendant le congé de la Pentecôte

Un accueil sera assuré par la structure d'accueil pour tous les enfants inscrits pour le congé de la Pentecôte. Dans la mesure du possible, le principe de l'accueil des enfants en groupe A et B est à respecter.

Restauration

Les enfants inscrits dans une structure d'accueil bénéficieront d'une offre de restauration gratuite, organisée par la structure d'accueil. En fonction des possibilités et moyens locaux, il pourra s'agir de plats froids et/ou chauds, servis soit à l'école (pour les élèves du groupe A), soit dans la structure d'accueil (pour les élèves du groupe B). Les allergies alimentaires des enfants seront respectées tout comme les mesures d'hygiène indispensables à la prise d'un repas.

Congé pour raisons familiales

Le droit au congé pour raisons familiales pour un enfant à partir de 4 ans prendra en principe fin avec la réouverture des structures d'accueil et des assistants parentaux le 25 mai 2020. Dans des cas exceptionnels, le congé pour raisons familiales pourra être accordé sur attestation pour la prise en

charge d'un enfant vulnérable ou d'un enfant qui ne pourra pas être accueilli dans une structure d'accueil.

Pour les enfants de moins de 4 ans, les parents auront le droit de bénéficier d'un congé pour raisons familiales.

Concept et matériel de protection

Afin de limiter au maximum le risque de contamination, des mesures de prévention et de protection supplémentaires sont à mettre en place dans les établissements scolaires afin d'éviter au maximum une propagation du virus.

Le MENJE a élaboré un concept de protection (annexé à la présente circulaire) qui est censé servir de guide au personnel dans les différents bâtiments concernés. Il comporte des recommandations organisationnelles et sanitaires d'hygiène et de nettoyage et s'adresse au personnel de tous les établissements scolaires. Vu les différentes contraintes liées aux spécificités de chaque bâtiment, il appartiendra au personnel d'adapter, en concertation étroite avec les administrations communales, les mesures proposées du document en question et de mettre en place des mesures compensatoires ou supplémentaires en cas de besoin. Même si une grande partie du matériel est fournie et financée par l'Etat, le MENJE demande aux autorités communales de coordonner la mise en place des mesures proposées et de confier aux services techniques communales la mise en place des mesures proposées.

Des « buffs » (tours de cou, 2 par personnes), des masques chirurgicaux, des solutions hydroalcooliques ainsi que des affiches montrant les gestes barrière sont d'office mis à disposition aux différents établissements scolaires par le MENJE.

D'autres matériels de protection supplémentaires peuvent être commandés à titre facultatif. Il s'agit notamment de visières de protection, d'écrans de protection, des stands d'information ainsi que des cônes de délimitation, du tape et adhésif de signalisation afin de réglementer le flux de circulation dans les établissements et de faciliter le respect des règles de distance. Des distributeurs de solutions hydroalcooliques, des recharges pour ces distributeurs et un réapprovisionnement en affiches montrant les gestes barrières peuvent être commandés auprès du MENJE via formulaire :

https://cgie.formstack.com/forms/catalogue_de_protection_ef

Le président du comité d'école et/ou le chargé de direction de la structure d'accueil passe(ent) la commande du matériel en ligne après concertation avec les administrations communales. La distribution du matériel aux établissements de l'enseignement fondamental est assurée par le MENJE

Le ministère fournit différentes affiches adaptées aux enfants :

- Affiche « devant l'entrée de l'école/de la maison relais »
- Affiche « règles de comportement »
- Affiches pour fléchage

Sur le site www.coronavirus.enfancejeunesse.lu le personnel enseignant et éducatif trouvera :

- recommandations sanitaires et pédagogiques
- fiches d'activité adaptées aux contraintes COVID-19, ainsi qu'une proposition pour l'accueil le premier jour
- matériel de sensibilisation
- rubrique « questions/réponses »

Frais supplémentaires et financement

La prise en charge financière des frais supplémentaires liés à la mise en place du dispositif « enseignement en alternance » dans le cadre de la propagation du COVID-19 se fera par la convention SEA en vigueur, à savoir de 75% à charge de l'Etat et de 25% à charge de la Commune.

Cadre légal

La mise en place du système en alternance nécessite d'opérer des modifications au niveau du règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants, ayant pour objet :

- de modifier le ratio d'encadrement d'enfants à prendre en charge par agent d'encadrement à 1 sur 10.
- de limiter la présence d'enfants par local d'accueil à 10 enfants au maximum.
- de suspendre les conditions minimales de la qualification professionnelle du personnel d'encadrement et
- d'assurer que les locaux qui ont déjà été approuvés par l'Inspection du Travail et des Mines ou par le Service national de la sécurité dans la fonction publique dans le cadre de l'enseignement fondamental, des activités d'accueil pour enfants et pour jeunes, des activités associatives pour enfants et jeunes et des activités culturelles et sportives peuvent être utilisés pour les besoins de l'accueil extrascolaire d'enfants scolarisés sans rendre nécessaire une démarche supplémentaire.

Personnes de contact au sein du MENJE

En cas de questions supplémentaires, n'hésitez pas à contacter les services compétents du MENJE:

Service de l'enseignement fondamental:

Madame Francine Vanolst, francine.vanolst@men.lu, Tél.: 247-85118

Service de l'éducation et de l'accueil:

Madame Christiane Meyer, christiane.meyer@men.lu, Tél.: 247-86531

Concept de protection et recommandations sanitaires:

Monsieur Gilles Dhamen, gilles.dhamen@men.lu, Tél.: 247-86526

Matériel didactique, Agents régionaux, Pool national structure d'accueil:


Monsieur Georges Metz, georges.metz@men.lu, Tél.: 247-8645

Commande de matériel:

Monsieur Sam Bastian, sam.bastian@men.lu, Tél.: 247-85236

Veillez agréer, Madame la Bourgmestre, Monsieur le Bourgmestre, Madame la Présidente, Monsieur le Président, l'expression de ma parfaite considération.

Le Ministre de l'Education nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'C' with a spiral inside, followed by a horizontal line.

Claude Meisch